

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 3 JUIN 2024**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>		
<b>QUORUM : 9</b>		
<b>PRESENTS</b>	<b>REPRESENTES</b>	<b>ABSENTS</b>
15	0	1
<b>OBJET DE LA DECISION</b>		
<b>N° 24/354</b>		
<b>CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT - MONTANT 40 000€ - POLE DE COMPETITIVITE MONDIAL "SOLUTIONS COMMUNICANTES SECURISEES" - GOUVERNANCE ET ANIMATION - ANNEE 2024 - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

**ABSENT :**

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 24/354**

**BUREAU DU 3 JUIN 2024**

**O B J E T : CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT - MONTANT  
40 000€ - POLE DE COMPETITIVITE MONDIAL  
"SOLUTIONS COMMUNICANTES SECURISEES" -  
GOUVERNANCE ET ANIMATION - ANNEE 2024 -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 4 avril 2024 pour l'attribution d'une subvention de 40 000 euros à l'Association « Pôle Solutions Communicantes Sécurisée » (Pôle de compétitivité SCS),

**VU** le projet de convention, ci-annexé,

**CONSIDERANT** que le Pôle SCS (Solutions Communicantes Sécurisée) fédère à ce jour plus de 320 membres industriels et académiques et regroupe les acteurs majeurs des métiers de la microélectronique, des télécommunications et des logiciels,

**CONSIDERANT** qu'il se situe parmi les meilleurs clusters européens et a reçu le « GOLD LABEL » pour l'excellence de sa gestion et son management en tant que cluster international,

**CONSIDERANT** qu'un rapprochement a été conclu en décembre 2023 avec le pôle Optitec (200 adhérents) dédié aux technologies innovantes dans les secteurs de l'optique, de la photonique et de l'imagerie pour permettre de rassembler les domaines d'activités complémentaires des deux pôles en une seule entité (SCS),

**CONSIDERANT** que le Pôle SCS se donne pour mission, dans la phase V avec les thématiques d'Optitec d'être l'un des premiers écosystèmes européens deeptech au service d'une transition numérique durable,

**CONSIDERANT** que le Pôle SCS est un accélérateur de croissance qui a pour objectif de porter les innovations de ses membres sur les marchés et de faire émerger les futures pépites de demain,

**CONSIDERANT** que les 3 missions prioritaires du Pôle SCS au service de l'impact économique sont :

- Accompagner et financer l'innovation et les projets de R&D,
- Accompagner la croissance des petites entreprises et des startups,
- Promouvoir et renforcer l'écosystème numérique régional,

**CONSIDERANT** que l'ensemble de ces activités et actions s'adresse à l'écosystème du numérique de la Métropole Toulon Provence Méditerranée mais certaines ont un focus spécifique pour les acteurs de ce territoire,

**CONSIDERANT** que le programme 2024 du Pôle SCS s'articule autour de 5 axes majeurs :

AXE 1 : Gouvernance et missions demandées par les pouvoirs publics

AXE 2 : Animation de l'innovation et de son financement

AXE 3 : Développement du réseau et animation de la communauté des membres du pôle, en priorité les start-ups, les PME et ETI

AXE 4 : L'international et l'Europe

AXE 5 : Emploi et la formation

Et après en avoir délibéré,

## DECIDE

### ARTICLE 1

**D'ATTRIBUER** au Pôle Solutions Communicantes Sécurisées une subvention de 40 000€, (quarante mille euros) maximum pour l'année 2024.

### ARTICLE 2

**D'APPROUVER** les termes de la convention ci-jointe et de **SIGNER** cette convention.

### ARTICLE 3

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget principal 2024, opération 15 - article : 65748 - fonction : 61.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 3 juin 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0



**CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT POUR L'ANNEE 2024**  
**POLE DE COMPETITIVITE MONDIAL « SOLUTIONS COMMUNICANTES**  
**SECURISEES »**  
**GOUVERNANCE ET ANIMATION**

**Entre**

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole - 107 boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur **Jean-Pierre GIRAN**, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° \_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_

**Ci-Après désignée « La Métropole »**

**Et**

**L'association dénommée « POLE SOLUTIONS COMMUNICANTES SECURISEES »** régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ayant son siège Place Paul Borde à ROUSSET (13790), représenté par le Président dûment mandaté **Monsieur Fabien AILI** habilité à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés.

**Ci-Après désigné « L'Association »**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

**« Solutions Communicantes Sécurisées »**

Labellisé par l'Etat en 2005 « Pôle de compétitivité mondial », **le Pôle SCS (Solutions Communicantes Sécurisées)** fédère à ce jour plus de **320 membres** industriels et académiques et regroupe les acteurs majeurs des métiers de **la microélectronique, des télécommunications et des logiciels** sous la présidence de Monsieur Fabien AILI. Le Pôle SCS est parmi les meilleurs clusters européens qui a reçu le « **GOLD LABEL** » pour l'excellence de sa gestion et son management en tant que cluster international.

**« Optitec »**

Rassemblant à ce jour plus de **200 adhérents** industriels et académiques, **Optitec** est un pôle de compétitivité dédié aux technologies innovantes dans les secteurs de **l'optique, de la photonique et de l'imagerie** sous la présidence de Monsieur Gérard BERGINC. Il est rattaché au Ministère de la défense et intervient sur les régions Sud et Occitanie.

Le 2 mai 2023, une convention de partenariat a été signée entre SCS et Optitec dans le but de fusionner les deux structures et de **rassembler les domaines d'activités complémentaires des deux pôles en une seule entité (SCS)**.

En décembre 2023, une Assemblée Générale Extraordinaire du Pôle SCS a présenté les nouveaux statuts prenant en compte les thématiques et les activités du Pôle Optitec.

Ce rapprochement permettra d'afficher à **terme un pôle de compétitivité deeptech de dimension européenne** qui servira **l'attractivité** du territoire sur les politiques d'implantation de nouveaux acteurs et notamment de nouveaux sites de production.

Ce regroupement aura pour objectif également d'accroître le nombre de projets innovants et technologiques sur le territoire de la Métropole, de simplifier la compréhension de l'écosystème en matière d'innovation technologique, de gagner en influence et représentativité et de créer des synergies entre les deux pôles.

Dès 2024, les activités opérationnelles sont mises en œuvre notamment avec un nouveau positionnement et l'établissement des feuilles de route. Un nouveau nom et logo seront annoncés à l'Assemblée Générale du mois de Juin 2024.

Pour rappel, le 7 octobre 2022 le Pôle SCS a candidaté à la phase V des pôles de compétitivité et a été relabellisé en mars 2023. La mission, le positionnement et la stratégie de SCS pour cette phase 5 s'inscrit **dans la continuité** de ce qui a été mis en place lors de la phase IV tout en prenant en compte les **évolutions, transitions et changements** importants qui sont apparus dans les 2 dernières années notamment **la prise en compte de l'urgence climatique**.

La Mission de la phase V avec les thématiques d'Optitec est la suivante : « Être l'un des premiers écosystèmes européens deeptech au service d'une transition numérique durable ».

Dans la continuité de la phase IV **et avec les thématiques d'Optitec**, SCS se positionnera sur 5 axes technologiques : Micro/électronique, Cyber- Sécurité numérique, IOT, IA- Data Analytics, et Photonique et Imagerie. Cette alliance de compétences permettra donc ainsi de couvrir l'ensemble des technologies deeptech.

Ce positionnement technologique ciblera en priorité 5 marchés applicatifs clés : Industries X.O, Smart Cities, eSanté & Bien-être, Mobilité Intelligente, Sécurité Défense & Grands Instruments, et en cohérence avec les politiques Régionales OIR, nationales de filières, Européennes, ...

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## **Article 1<sup>er</sup> – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au **projet défini en annexe I** que l'association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

## **Article 2 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Cette convention est conclue pour l'année 2024.

### **Article 3 – Engagement du Pôle SCS**

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisé par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire,
- Respecter le contrat d'engagement Républicain (CER) conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent à respecter « les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...), « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

### **Article 4 – ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, l'association « POLE SOLUTIONS COMMUNICANTES SECURISEES » à hauteur de 40 000 € conformément au **budget prévisionnel en annexe II** de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2024, opération 15 - article : 65748 -- fonction : 61

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 2,59 % du montant des dépenses subventionnelles, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

### **Article 5 – MODALITE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La participation financière de **40 000 euros** sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 70 % soit **28 000 euros** à la notification de la convention,
- Le solde, soit **12 000 euros** (30%) après la remise des pièces justificatives suivantes :

-Un compte rendu financier (si la subvention est accordée en vue de la réalisation d'une action ou d'un projet spécifique) conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,

-Un rapport annuel d'activités.

-Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable (si les aides publiques sont supérieures à 75 000 euros), bilan, compte de résultat et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (obligatoire pour les association bénéficiant d'aides publiques supérieures à 153 000 euros)..

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

## **Article 6 – OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION**



L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire certifier et approuver conforme ses comptes par un expert-comptable et par un commissaire aux comptes (si le total des aides publiques sont supérieures à 153 000 €).

L'association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

#### **Article 7 – CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers public, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

#### **Article 8 – EVALUATION DU PROJET**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : Nombre d'adhérents et d'actions collectives et/ou individuelles menées auprès des entreprises de l'écosystème de la Métropole TPM
- Qualitatifs : Noms des adhérents, types d'entreprises accompagnées, et nature des actions collectives et/ou individuelles menées auprès des entreprises de l'écosystème de la Métropole TPM.

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A

cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

## **Article 9 – SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution de l'association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'association à présenter leurs observations.

La réalisation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifiés par le comptable public.

## **Article 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **Article 11 – RENOUELEMENT**

La convention est conclue pour l'année 2024. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

## **Article 12 – ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

L'association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## **Article 13 – POLITIQUE DE GESTION DES DONNES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données :

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles :

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence Développement Economique.

### Destinataires des données personnelles :

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles :

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles :

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification :

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

**Article 14 – RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux, en français

A Toulon, le

<p>Pour le Pôle de compétitivité « <b>SOLUTIONS COMMUNICANTES SECURISEES</b> »</p> <p>Le Président <b>Fabien ALLI</b></p>	<p>Pour la Métropole <b>TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</b></p> <p>Le Président <b>Jean-Pierre GIRAN</b></p>
---	---

## **STATUTS DE L'ASSOCIATION DU PÔLE DE COMPETITIVITE « SOLUTIONS COMMUNICANTES SECURISEES »**

**Entre les parties listées ci dessous :**

**Alcatel Alenia Space**, société par actions simplifiée au capital social de 936.194.070 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris, sous le numéro 414 725 101 00011, ayant son siège social au 12 rue de la Baume 75800 Paris, France, représentée par le mandataire social,

**Amadeus**, au capital social de 23 035 000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Antibes, sous le numéro 344 496 252 00026, ayant son siège social au les Bouillides 485 route du Pin Montard BP 69 06410 Biot, France, représentée par le mandataire social,

**Atmel Rousset SAS**, au capital social de 104 000 000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d' Aix en Provence, sous le numéro B 333 353 738, ayant son siège social au ZI de Rousset 13790 Rousset, France, représentée par le mandataire social,

**Atos Origin Intégration**, S.A.S. au capital de 13 407 058 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre, sous le numéro B 408 024 719, ayant son siège social Les Miroirs C, 18 avenue d'Alsace, 92400 Courbevoie, France, et disposant d'un établissement secondaire en Région Provence Alpes Côte d'Azur n° Siret 408 024 719 00 390 APE 721Z, à Le Millénium 150 allée Pierre Ziller BP279 06905 Sophia Antipolis cedex, représentée par le mandataire social,

**France Télécom**, société anonyme au capital social de 10 406 339 336 €, dont le siège social est situé 6, place d'Alleray - 75505 Paris cedex 15, France , faisant élection de domicile à France Télécom Division R&D – 38-40, rue du Général Leclerc – 92794 Issy Les Moulineaux - cedex 9, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) de Paris sous le n° B 380 129 866, et représentée par le mandataire social,

**Gemplus SA**. Société anonyme au capital de 11.251.572,80 Euros immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Marseille sous le numéro B 349 711 200 dont le siège social est situé avenue du Pic de Bertagne, Parc d'activités de Gémenos, 13881 Gémenos cedex, représentée par le mandataire social,

**Hewlett Packard Centre de Compétences France S.A.S.**, Société par Actions Simplifiées, au capital social de 141.515.291 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'EVRY sous le numéro 419 553 532, dont le siège social est situé Z.A. de Courtaboeuf – 1 avenue du Canada – 91947 Les Ulis, France, représentée par le mandataire social,

**IBM**, au capital social de 542 737 118 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre, sous le numéro 552 118 465 02430, ayant son siège social à la Tour Descartes – La Défense 5 - Paris, France, représentée par le mandataire social,

**Philips Semiconducteurs**, une division de **PHILIPS FRANCE**, société par actions simplifiée au capital de 124 800 000 Euros, dont le siège social est à Suresnes (92156), 2 rue Benoît Malon, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 402 805 527 ayant un établissement à Sophia-Antipolis, 505 routes des Lucioles, 06560 Valbonne, et représenté par le mandataire social,

**SAP Labs France SAS**, au capital social de 1875000 Euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Cannes, sous le numéro 419 855 127 00033, ayant son siège social au 805 avenue du Docteur Maurice Donat – BP 1216 - 06250 Mougins, France, représentée par le mandataire social,

**STMicroelectronics SA**, société anonyme, au capital de 1.227.933.444 euros, dont le siège social est situé au 29, boulevard Romain Rolland – 92120 Montrouge, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre, sous le numéro 341 459 386, représentée par le mandataire social,

**Texas Instruments**, au capital social de 753.920 Euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Antibes, sous le numéro 036 420 040 00119, ayant son siège social au 821 avenue Jack Kilby 06270 Villeneuve-Loubet, France, représentée par le mandataire social,

**L'Université de Provence Aix Marseille I**, Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est 3 place Victor Hugo 13331 Marseille cedex 3, n° SIRET 191 318 427 00017, code APE 803Z, représentée par le mandataire social,

**L'Université Paul Cézanne Aix Marseille III**, Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est 3 avenue Robert Schuman 13628 Aix en Provence cedex 1, n° SIRET 191 323 641 00 305, code APE 803Z, représentée par le mandataire social,

**L'Université de Nice Sophia-Antipolis**, Etablissement Public à caractère scientifique, culturel et professionnel régi par les décrets n° 84-723 du 17/07/1984 et n° 2000-250 du 15/03/2000, ayant son siège social à : Grand château – 28 avenue Valrose – BP 2135 – 06103 Nice cedex 2, représentée par le mandataire social,

**Le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS)**, Etablissement Public National à Caractère Scientifique et Technologique, dont le siège est 3, Rue Michel-Ange - 75794 PARIS Cedex 16, n° SIREN 180089 013, code APE 731Z, représenté par le mandataire social,

**L'Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique (INRIA)**, Etablissement Public à caractère scientifique et technologique régi par le décret numéro 85-831 du 2 août 1985, ayant son siège à Domaine de Voluceau - Rocquencourt, BP 105 - 78153 Le Chesnay cedex, représenté par le mandataire social,

**ARCSIS**, Association loi 1901, n° Siret 418 487 393 000 13, ayant son siège à BP 19 Place Paul Borde 13790 Rousset, représentée par son Président,

**Telecom Valley**, Association loi 1901, n° de Siret 392 373 411 00017 APE 913 E, ayant son siège à Sophia Antipolis, 2229, Route des Crêtes BP 261, 06905 Sophia Antipolis Cedex, représenté par son Président,

Ci-après désignés les « Membres Fondateurs »

**PREAMBULE :**

Suite à la labellisation par le gouvernement lors du CIADT du 12 Juillet 2005 du projet de pôle de compétitivité « Solutions Communicantes Sécurisées » entre les industriels et les organismes de formation et de recherche de la région Provence Alpes Cote d'Azur (ci après désignée « PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR »), il a été décidé de créer une association régie par la loi de 1901 dont les statuts sont décrits au présent document. Cette association a pour but, selon les termes de l'appel à projets « Pôle de compétitivité », de favoriser le dynamisme industriel entre les différents partenaires (industriels, académiques, formation) et la recherche et développement dans le domaine industriel en vue d'accroître la capacité d'innovation et la compétitivité des entreprises de la région.

Les Solutions Communicantes Sécurisées visent à intégrer des matériels et des logiciels en vue d'échanger, de traiter et de transmettre des informations de manière sécurisée et fiable pour répondre aux besoins actuels ou futurs des utilisateurs privés ou professionnels.

Dans ce contexte, les Membres Fondateurs souhaitent constituer une association dans le domaine des solutions communicantes sécurisées en s'appuyant sur leurs compétences notamment dans les domaines de la microélectronique, du logiciel et des télécommunications

Le Pôle s'appuiera notamment sur les structures associatives existantes telles que

- ARCSIS et le Centre Intégré de Microélectronique de la région Provence Alpes Côte d'Azur,
- Telecom Valley.

## TITRE 1 L'ASSOCIATION

### ARTICLE I – Forme juridique

Il est formé entre les soussignés et toute autre personne morale dont l'adhésion viendrait à être acceptée par la suite, une Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 ainsi que par les présents Statuts et le Règlement Intérieur de l'Association établi et voté par le CA et entériné par l'Assemblée.

### ARTICLE II – Dénomination

L'Association prend la dénomination de « Pôle Solutions Communicantes Sécurisées » (ci-après désignée « SCS » ou « l'Association »).

Tous les actes et documents émanant de l'Association et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, indiqueront clairement la dénomination de l'Association, suivie des mots « Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 ».

### ARTICLE III – Membres, Domaine et Objet

#### ARTICLE III.1 - Membres

L'association définit 4 types de Membres :

- Les Membres : les personnalités morales adhérentes de l'Association SCS,
- Les Fondateurs : les personnalités morales signataires des présents statuts au jour de l'Assemblée constitutive de l'Association SCS,
- Les Membres Actifs : Membres ayant une implication effective dans l'Association à travers la participation à des projets labellisés,
- Les Membres Invités Permanents.

La description complète des droits et devoirs des Membres est fournie à l'ARTICLE VI.

#### ARTICLE III.2 - Domaine

Le domaine des « Solutions Communicantes Sécurisées » ci après désigné par « le Domaine » concerne les domaines de la microélectronique et des objets communicants sécurisés associés, de l'industrie des Télécommunications, de la conception, du développement et de l'édition de logiciels et de leurs usages.

#### ARTICLE III.3 - Objet

L'Association a pour objet de :

- Promouvoir, au niveau français, européen et international les Solutions Communicantes Sécurisées des membres de l'Association et leur action commune en tant que Pôle,
- Faciliter la dynamique entre les différents acteurs de l'Association qu'ils soient issus du milieu industriel, des organismes de recherche et d'enseignement supérieur, des collectivités territoriales, au sein d'une même instance représentative,
- Accompagner et labelliser les projets qui seront menés sous l'égide de l'Association, et faciliter le montage technique et financier des projets qui seront labellisés,
- Développer des outils et des services pour accompagner et accélérer la croissance et la compétitivité de ses membres, notamment les TPE/PME/ETI,
- Animer et coordonner les actions des membres au sein de l'Association,



- S'appuyer sur des commissions financières et scientifiques afin de soutenir les efforts des différents acteurs pour identifier les moyens de mise en œuvre des projets labellisés et d'assurer leur suivi scientifique et financier.

L'Association se donne comme objectif de :

- Transformer, dans son Domaine, un ensemble de technopoles qui ont démontré leurs capacités d'attractivité et d'innovation en un seul pôle de compétitivité global qui peut rivaliser avec les plus grandes technopoles mondiales et qui permette de consolider la maîtrise des expertises clés de la chaîne de valeur SCS,
- Faire du Pôle le leader mondial des Solutions Communicantes Sécurisées, centre d'excellence pour la conception, le développement et l'industrialisation des systèmes et solutions sécurisées de communication,
- Renforcer l'activité de R&D et la compétitivité de l'outil industriel respectif des Membres, notamment en favorisant le montage de programmes de recherche coopératif.
- Augmenter et améliorer les synergies entre laboratoires de recherche, publics, privés et d'acteurs industriels pour renforcer l'expertise des Membres, les compétences régionales et optimiser les coûts de Recherche et Développement,
- Favoriser le développement économique régional en créant de nouveaux emplois,
- Inciter, promouvoir et favoriser la création de nouvelles entreprises et de nouvelles activités.

Les Membres s'engagent à concourir à la réussite de l'Association.

#### ARTICLE IV – Siège social

Le principe retenu est celui d'une alternance territoriale.

Le siège social de l'Association est fixé au jour de sa constitution à Sophia Antipolis : Fondation Sophia Antipolis Place Sophie Laffitte BP 217 06904 Sophia Antipolis.

Deux établissements opérationnels coexisteront sur les communes de Sophia Antipolis et de Rousset dès la création de l'Association.

Au terme des deux premières années d'existence de l'Association, le siège social sera transféré sur la commune de Rousset pour une durée de deux ans afin d'assurer une alternance.

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire pourra décider de créer tout établissement secondaire, bureaux, nécessaires à l'accomplissement de l'objet social de l'Association.

#### ARTICLE V – Durée

La durée de l'Association est illimitée. L'Association pourra prendre toute initiative pour adapter ses Statuts à l'évolution de son activité, par décision de l'Assemblée Générale.

## ARTICLE VI – Composition

L'Association se compose de Membres ci après désignés collectivement « Membres » répartis au sein de différents collèges.

### ARTICLE VI.1 – Qualité de Membres et Collèges

Pour devenir Membre du Pôle SCS, il faut :

- A. être une personne morale intervenant dans le Domaine du Pôle et avoir un établissement principal, secondaire ou une filiale en Région Provence Alpes Côte d'Azur qui participe aux objectifs de l'Association, tels qu'énoncés à l'ARTICLE III ci-dessus ou ;
- B. être une personne morale n'ayant aucun établissement (principal, secondaire) ou aucune filiale en Région Provence Alpes Côte d'Azur, intervenant dans le domaine du pôle OU dont l'action a une relation avec l'activité de SCS par l'intermédiaire de l'activité projets du Pôle auxquels elle souhaite participer ou ;
- C. être une personne morale dont l'activité n'est pas directement liée au Domaine de l'Association, et donc ne participant pas à des projets de recherche et développement de l'Association mais souhaitant participer au développement du Pôle SCS.

La qualité de Membre oblige le Membre à être à jour du paiement de sa cotisation annuelle due à l'Association un mois avant l'Assemblée Générale.

#### Trois collèges :

##### ***1<sup>er</sup> collège :***

Font partie du premier collège les industriels Fondateurs et/ou les sociétés industrielles ayant au moins 250 salariés.

##### ***2<sup>ème</sup> collège :***

Font partie du 2<sup>ème</sup> collège les établissements publics à vocation scientifique, technique et enseignement supérieur (EPST, EPSCT, EPIC, EPA, ...) et autres établissements ayant dans leurs missions la Recherche et/ou la Formation, et la Valorisation.

##### ***3<sup>ème</sup> collège :***

Font partie du 3<sup>ème</sup> collège, les Membres suivants :

- Industriels (hors Membre du 1<sup>er</sup> collège) donc PME/TPE.
- Associations.
- Autres partenaires : banques, investisseurs privés, cabinets de conseil.

Un Membre de la catégorie A ou C décrite ci-dessus sera rattaché automatiquement ou si nécessaire par décision du Conseil d'Administration, qui vote l'admission de chaque nouvelle candidature, au collège le concernant.

#### ARTICLE VI.2 - Membre Actif

La qualité de Membre Actif s'acquiert par le fait de participer à un projet labellisé par le Pôle.

Un Membre Actif participant à un projet financé versera en contre partie un complément de cotisation mentionné dans le Règlement Intérieur (Article IV.2). Il sera tenu compte, lors du calcul du complément de cotisation pour les Membres du Collège 2, du fait que leurs laboratoires de recherche ayant plusieurs établissements de tutelles, leurs participations pour un même laboratoire à un projet donné ne doivent pas être cumulatives. Les précisions de la mise en œuvre du complément de cotisation sont décrites dans le Règlement Intérieur.

Les avantages d'un Membre Actif et les services supplémentaires apportés par le Pôle sont décrits dans le Règlement Intérieur à l'article IV.2

#### ARTICLE VI.3 - Membre Invité Permanent

Sont considérées comme Membres Invités Permanents, les personnes morales de droit public qui participent au financement de l'Association sans être adhérents.

Chacun de ces Membres devront désigner une personne physique le représentant.

#### ARTICLE VI.4 – Admission des Membres

L'adhésion en tant que Membre est soumise au Conseil d'Administration qui doit statuer à la majorité qualifiée des 3/4 des droits de vote des membres présents ou représentés (abstentions admises).

En cas de refus par le Conseil d'Administration sur une demande d'adhésion, le candidat souhaitant devenir Membre pourra présenter par écrit une nouvelle demande. Les décisions de refus d'adhésion n'ont pas à être motivées par le Conseil d'Administration.

#### ARTICLE VII – Cotisation

Les Membres de l'Association, à l'exception des Membres Invités Permanents sont tenus au paiement d'une cotisation annuelle fixe dont le montant par Membre est inscrit au Règlement Intérieur. La cotisation des Membres sera fixée par le Conseil d'Administration.

L'adhésion à une association existante, Membre du Pôle SCS et au Pôle SCS sera encouragée par un rabais pour le Membre sur la 2ème adhésion. Le pourcentage de ce rabais sera fixé dans le Règlement Intérieur.

Les modalités des compléments de cotisation pour les Membres Actifs sont spécifiées dans le Règlement Intérieur (Article IV.2) et le montant de ce complément, défini dans le Règlement Intérieur, pourra être révisé annuellement par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration.

Les modalités de paiement de ces cotisations sont définies à l'article IV du Règlement Intérieur.

FA VB

ARTICLE VIII – Ressources

Les ressources de l'Association se composent comme suit :

- ✓ Apports des membres de l'Association, qui contribuent au budget par voie de :
  - cotisations,
  - d'apports en nature et de mise à disposition de personnel ;
- ✓ Du revenu de ses biens ;
- ✓ Des subventions qui pourraient être accordées par l'Union Européenne, l'Etat, les collectivités territoriales ou toute autre collectivité, établissement public ou institution à vocation économique ;
- ✓ De mise à disposition de personnel des collectivités, organismes publics ou institutions à vocation économique ;
- ✓ De tout autre ressource autorisée par les textes législatifs ou réglementaires.

ARTICLE IX – Contrat et représentation

Pour la réalisation de son objet, l'Association pourra passer tout contrat, effectuer toute transaction, solliciter tout agrément ou autorisation nécessaire y compris avec ses Membres. Elle pourra également pour la poursuite de son objet social, assurer la promotion de ses Membres y compris à l'étranger.

ARTICLE X - Perte de la qualité de Membre

Cette qualité se perd :

- ✓ Par démission ou retrait ;
- ✓ Par non-paiement de la cotisation due et constaté dans les comptes de l'Association un mois avant la date de l'Assemblée Générale ; ce constat a pour conséquence explicite la perte de qualité de Membre pour l'Assemblée Générale à venir sans autre forme de relance ;
- ✓ Par radiation prononcée à l'unanimité par le Conseil d'Administration pour motif grave, le Membre ayant été préalablement entendu par le Conseil d'Administration. L'unanimité se définit dans ce cas à l'exception du représentant du Membre dont il est prévu la radiation, si celui-ci est représenté au sein du Conseil d'Administration ;
- ✓ Par dissolution, liquidation de la personne morale ;
- ✓ Par la perte de l'une des conditions énoncées à l'article VI ci-dessus ;
- ✓ Par le non-respect du Règlement Intérieur

ARTICLE XI – Organisation et gestion

L'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration et la Structure Opérationnelle définie à l'article XV des présents Statuts de l'Association en assurent la gestion.

## TITRE 2 ASSEMBLEE GENERALE

### ARTICLE XII – Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire se réunit au moins une fois par an sur convocation du Président du Conseil d'Administration ou à la demande de membres totalisant au moins 25% des voix. Elle se compose de tous les Membres de l'Association.

Un délai de quinze jours francs doit être respecté entre la date d'envoi de la convocation et la date de l'Assemblée Générale.

Seuls les Membres ont voix délibérative à l'exception des Membres Invités Permanents.

Son ordre du jour qui est fixé par le Président peut être complété à son initiative ou à la demande de Membres de l'Association totalisant au moins 25% des voix.

Pour valablement délibérer, un tiers des membres, au moins, doivent être présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, l'Assemblée Générale est convoquée à nouveau dans un délai de quinze jours sur le même ordre du jour et pourra valablement délibérer à la majorité des présents.

Elle entend les rapports du Conseil d'Administration et de la Structure Opérationnelle sur la situation financière et morale de l'Association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour nomme et pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement des membres du Conseil d'Administration et se prononce sur la modification des statuts.

### ARTICLE XII- 1 - Constitution

Elle est constituée des Membres de l'Association qui sont représentés au travers des trois collèges énoncés à l'Article VI :

- Premier Collège représentant 50% des voix
- Deuxième Collège représentant 25% des voix
- Troisième Collège représentant 25% des voix

Les décisions au sein de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité des  $\frac{3}{4}$  des voix des présents ou des représentés.

### ARTICLE XII- 2 - Règles de fonctionnement

- ✓ Le principe des millièmes au sein des 3 collèges est retenu.
- ✓ Les Membres peuvent se faire représenter par un Membre du même collège, par le Président ou par une personne physique de son organisation.
- ✓ Dans chacun des collèges, le nombre de voix est réparti selon les critères :
  - Industriels du 1<sup>er</sup> collège : critère de vote lié aux effectifs en activité.
  - Recherche et académiques du 2<sup>ème</sup> collège : Les Membres Fondateurs, tels que définis dans l'article XV du Règlement Intérieur, se partagent 15/25<sup>ème</sup> des voix à part égale.

Les 10/25<sup>ème</sup> des voix se répartissent de manière uniforme entre les autres Membres du 2<sup>ème</sup> collège,

- o PME et Associations : critère de vote lié aux effectifs en activité,

La mesure des effectifs salariés des Membres des collèges 1 et 3 sera actualisée sur une base annuelle un mois avant l'Assemblée Générale.

- ✓ Dans le 3<sup>ème</sup> collège les PME peuvent exercer leur droit de vote de manière directe ou donner mandat à un autre membre du collège 3.
- ✓ Le nombre de mandat qui peut être accordé par un membre à un autre membre en vue de l'exercice des droits de vote n'est pas limité.

#### ARTICLE XII-3 – Présidence de SCS

Elle est assurée par un Président et un maximum de trois Vice-Présidents. Ils sont élus par décision du Conseil d'Administration pour une durée de deux années.

Elle doit être représentative de la richesse du territoire et des thématiques du pôle.

Le rôle du Président et des Vice-Présidents est notamment le suivant :

- Représenter SCS auprès des tiers ;
- Assurer le rôle d'ambassadeur de SCS ;
- Participer à la promotion de SCS au plan national, régional et international ;
- Représenter l'Association dans tous les actes de la vie civile et en cas de procédure judiciaire.

### TITRE 3 FONCTIONNEMENT

#### ARTICLE XIII – Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est élu pour 2 ans par l'Assemblée Générale à la majorité des  $\frac{3}{4}$  des voix. L'élection se fera lors de l'Assemblée Générale d'approbation des comptes tous les 2 ans.

A titre exceptionnel, cette durée sera réduite d'octobre 2007 (date de l'élection du Conseil d'Administration d'octobre 2007) à l'Assemblée Générale de clôture des comptes 2008 qui aura lieu en 2009.

Il est convoqué par le Président ou par au moins 25% de ses membres. Il ne peut se tenir que si au moins 50% des administrateurs sont présents ou représentés.

Si les circonstances le justifient et sur proposition du bureau, le conseil d'administration peut valablement se tenir et délibérer en conférence téléphonique ou visio-conférence permettant l'identification et garantissant la participation effective des membres du conseil d'administration.

#### ARTICLE XIII.1 – Constitution du Conseil d'Administration

- 12 représentants maximum issus du premier collège
- 10 représentants maximum issus du deuxième collège
- 10 représentants maximum issus du troisième collège
  
- Premier collège représentant 50% des voix,
- Deuxième collège représentant 25% des voix,
- Troisième collège représentant 25% des voix.

Les Membres du Conseil d'Administration doivent être des Fondateurs ou des Membres Actifs ou des Associations, du domaine et en région PACA. Si la personne physique représentant les membres du conseil d'Administration ne peut être présente lors d'un Conseil d'Administration, elle ne peut donner son vote que par une personne représentant un Membre du même collège ou par le Président

Les Membres représentant les associations doivent être des Membres Actifs.

#### Définition Membres Actifs :

Membres ayant une implication effective dans l'association à travers la participation à des projets labellisés ou soutenus par le pôle ou au travers du pilotage effectif d'un groupe de travail du pôle.

Au démarrage du Pôle SCS, les seuls représentants élus au sein du premier collège sont des grands industriels, Fondateurs de l'Association. Dès la fin de la première année, d'autres acteurs pourront se porter candidats pour rejoindre le Conseil d'Administration.

Pour le deuxième collège, les représentants sont les Fondateurs tels que définis à l'Article XV du Règlement Intérieur. D'autres acteurs de la recherche ou académiques pourront se porter candidats pour rejoindre le Conseil d'Administration.

Pour le 3<sup>ème</sup> collège, 3 sièges sont alloués aux associations membres, ARCSIS (au moins 2 pour PME), Telecom Valley (au moins 2 pour PME), 1 à la Fondation Sophia Antipolis. Les sièges restants sont

alloués à d'autres associations et TPE/PME/ETI membres actifs du pôle SCS et autant faire se peut non adhérents aux associations citées ci-dessus.

Des personnes morales pourront assister au conseil d'administration, sans droit de vote, sur proposition du Président et avec l'accord à l'unanimité du conseil d'administration.

Le Directeur et le Directeur adjoint de la Structure opérationnelle sont invités permanents au Conseil d'Administration sans droit de vote.

#### ARTICLE XIII.2 – Répartition des voix au sein du Conseil d'Administration

Pour les Fondateurs, la répartition des voix au sein du 1er collège se base sur les effectifs en activité des entreprises tels que présentés au 28 février 2005, date du dépôt du dossier. Cette répartition pour ces entreprises est figée pour les deux premières années. Elle sera mise à jour lors des Assemblées Générales suivantes comme indiqué à l'ARTICLE XII.2

La répartition s'effectue sur les tranches d'effectifs en activité suivants :

Nombre d'employés	Nombre de Voix
Entre 100 et 500	1
Entre 501 et 1000	2
Entre 1001 et 1500	3
Entre 1501 et 2000	4
Entre 2001 et 2500	5
Entre 2501 et 3000	6
Entre 3001 et 3500	7
Entre 3501 et 4000	8

Dans la phase de démarrage, en décembre 2005, les Membres du 1<sup>er</sup> collège seront les 12 Fondateurs, dont la dénomination, les effectifs et le nombre des voix allouées sont réactualisés dans le Règlement Intérieur :

ALCATEL ALENIA SPACE  
AMADEUS  
ATMEL  
ATOS ORIGIN  
FRANCE TELECOM R&D  
GEMPLUS  
HP  
IBM  
PHILIPS  
SAP  
STMicroelectronics  
TI

Les autres membres du 1<sup>er</sup> collège, non Fondateurs, auront 1 voix.



Au démarrage, les participants au 2ème collège seront : CNRS, INRIA, Université de Provence, Université P Cézanne, Université de Nice Sophia-Antipolis, ainsi que l'Université Méditerranée et EURECOM. Suite à la fusion des 3 Universités d'Aix-Marseille en 1 seule dénommée AMU, chaque membre du collège aura 1 voix et l'Université Aix-Marseille, dite AMU, aura 3 voix.

Au sein du 3ème collège chaque membre disposera d'un nombre de voix égal au nombre total des voix de son collège divisé par le nombre de Membres, du collège.

Le vote au sein du Conseil d'Administration se fait à la majorité des  $\frac{3}{4}$  des voix.

Pour valablement délibérer, la moitié au moins des membres doit être présents ou représentés et totaliser au moins la moitié des droits de vote du CA. Au minimum, un représentant de chacun des collèges doit être présent ou représenté.

Le Conseil d'Administration sera présidé par le Président ou un Vice-Président qui pourront, s'ils le souhaitent, déléguer à un autre membre du Conseil d'Administration.

Le Président et les Vice-Présidents pourront choisir d'être présents au Conseil d'Administration avec un droit de vote ou de ne pas être présents en transférant leur droit de vote à une personne du Conseil d'Administration.

#### ARTICLE XIII.3 Mission du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunira fréquemment et au minimum cinq fois par an.

Le Conseil d'Administration valide l'entrée ou la sortie des Membres.

Le Conseil d'Administration définit, selon les axes fixés par l'Assemblée Générale, les actions qui seront mises en œuvre par la Structure Opérationnelle. Il contrôle la bonne exécution des missions qu'il a confiées à la Structure Opérationnelle qui lui en rend compte régulièrement.

Le Conseil d'Administration a un rôle de labellisation des projets après instruction par les instances du pôle définies en Annexe 1 et la consolidation / définition des priorités par la Structure Opérationnelle.

Il est tenu un procès-verbal de chaque séance. Les procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire.

#### ARTICLE XIII.4 Cooptation

Dans le cas où un poste de Membre du Conseil d'Administration viendrait à être vacant pour une raison quelconque, le Conseil d'Administration pourvoira à son remplacement dans un délai d'un mois, par voie de cooptation, le nouveau Membre du Conseil d'Administration ainsi coopté étant choisi dans le même collège de membres que son prédécesseur.

Cette cooptation est faite à titre provisoire et devra être soumise au vote de la prochaine Assemblée Générale.

Le Membre du Conseil d'Administration ainsi coopté demeurera en fonction pour le temps restant à couvrir sur le mandat de son prédécesseur

ARTICLE XIV : Le Bureau de l'Association

Le Bureau de l'Association est élu par le Conseil d'Administration et est composé :

- ✓ du Président et d'un maximum de trois Vice-Présidents,
- ✓ d'un Secrétaire et d'un maximum de trois Secrétares-adjoints dont deux issus de PME – autant que possible,
- ✓ un Trésorier et un Trésorier adjoint.

Le Président, les Vice-Présidents, le Trésorier et le Secrétaire et leurs adjoints composeront le Bureau de l'Association. Leur désignation interviendra dans un délai maximal de 15 (quinze) jours à compter de l'élection des membres du Conseil d'Administration par la 1<sup>ère</sup> assemblée, ou à compter de la date à laquelle l'une des fonctions du Bureau deviendrait vacante.

La direction opérationnelle pourra assister aux réunions du Bureau.

### **Le Président**

Le Président de l'Association est choisi par le Conseil d'Administration, parmi ses membres. Le mandat de Président prend fin avec le mandat de membre du Conseil d'Administration. Le Président est élu pour deux ans et peut avoir deux mandats consécutifs.

Le Président préside le Conseil d'Administration et l'Assemblée Générale.

Il représente l'Association en toutes circonstances de la vie civile, il contrôle l'ordonnancement des dépenses. Il peut déléguer ses pouvoirs de représentation, notamment aux Vice-Présidents, dans les conditions fixées par le Conseil d'Administration.

### **Les Vice-Présidents**

Le Conseil d'Administration désignera, parmi ses membres, les Vice-Présidents.

Le mandat de Vice-Président, qui est rééligible, prend fin avec le mandat de membre du Conseil d'Administration.

Les Vice-Présidents disposent des délégations accordées par le Président.

### **Le Trésorier**

Le Conseil d'Administration désignera, parmi ses membres, un Trésorier et un Trésorier Adjoint. Le Trésorier ne pourra pas cumuler la fonction de Président ou de Vice-président

Le mandat de Trésorier est de 2 ans. Il est rééligible. Le mandat de Trésorier prend fin avec le mandat de membre du Conseil d'Administration.

Le Trésorier est chargé de suivre les recettes et les dépenses. Il effectue tout paiement, reçoit toute somme. Il peut donner, à cet effet, délégation à son adjoint ou à un autre membre du Conseil d'Administration, ou à la direction opérationnelle, après accord du Conseil d'Administration.

### **Le Secrétaire**

Le Conseil d'Administration désignera, parmi ses membres, un Secrétaire et deux Secrétaires Adjointes.

Le mandat du Secrétaire qui est rééligible, est de deux ans. Le mandat de Secrétaire prend fin avec le mandat de membre du Conseil d'Administration.

Le Secrétaire est chargé de tout ce qui concerne la correspondance et les archives de l'Association.

Il établit les convocations du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale, rédige les procès-verbaux des réunions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration et, de façon générale, tous les écrits se rapportant au fonctionnement institutionnel des organes de l'Association.

### Capacité Civile

Les représentants et mandataires de l'Association doivent jouir du plein exercice de leurs droits civils.

### ARTICLE XV : Structure Opérationnelle

Le Directeur et le Directeur-adjoint de la Structure Opérationnelle sont nommés par le Conseil d'Administration.

#### ARTICLE XV-1 – Constitution de la Structure Opérationnelle

- ✓ Un Directeur et éventuellement un Directeur adjoint, composant la direction opérationnelle du Pôle SCS.
- ✓ Des Chargés de Mission et Responsables de commissions dont le nombre et les missions seront mis à jour lors des Assemblées Générales et annexés au Compte Rendu. Le Directeur, le Directeur adjoint, les responsables de commissions et permanents peuvent être rémunérés par SCS et ne peuvent être membres du Conseil d'Administration.

#### ARTICLE XV-2 – Rôle de la Structure Opérationnelle

Faire une première analyse du dossier de demande de projet pour en examiner la pertinence au vu de la stratégie de SCS, consolider les informations, évaluer les moyens associés, définir les priorités.

- ✓ Présenter les projets validés par le Conseil d'Administration à la commission des financeurs.
- ✓ Assurer le pilotage opérationnel et la mise en œuvre des objectifs définis par le Conseil d'Administration sur les thématiques associées aux Commissions et Missions.
- ✓ Chacune des missions concourt également à promouvoir et dynamiser la filière.
- ✓ Cette structure aura pour première mission de faire l'état des lieux des forces en présence dans chacun des domaines couverts.
- ✓ Animer la structure formée des coordinateurs opérationnels et de leurs commissions respectives
- ✓ Mettre en place des indicateurs d'efficacité de SCS.
- ✓ Participer à la promotion de SCS et à son développement.
- ✓ Favoriser les échanges entre les acteurs concernés de SCS.

#### ARTICLE XVI - Le Conseil Stratégique et Scientifique (CSS)

Son fonctionnement est consensuel et ses membres seront nommés par le Conseil d'Administration sur la base de proposition faites par les Membres du Pôle.

Le CSS est une assemblée constituée de personnalités de haut niveau issues des entreprises, universités ou organismes de recherche. Sa composition mixte Formation/Recherche/Industrie se fera selon les compétences et non pas la représentativité. Il se réunira sur convocation du Président ou d'un Vice-Président du Pôle ou à la demande de 20% au moins des membres du CA. Il se réunira de manière ad hoc. Le CSS pourra également se réunir à la propre initiative de ses membres ou de ses Président ou Vice-Présidents.

Son rôle se définit comme suit :

- Aide à la définition de la stratégie industrielle et scientifique du pôle et à la définition de grands programmes,
- Favoriser les échanges inter/ pôles,
- Participer à la promotion du pôle au plan national, régional et international,
- Etre en relation avec les organismes scientifiques nationaux et internationaux,
- Missions d'expertise / conseil,
- Mission d'évaluation,
- Mission de mise en réseaux, définition de projets long terme, inter pôle,
- Rédaction de sujets stratégiques.

#### ARTICLE XVII - Conflit d'intérêt

Pour éviter un conflit d'intérêt, une même personne ne pourra pas être membre de la Structure Opérationnelle (directeur, directeur adjoint ou permanent) ou membre des commissions de labellisation et avoir un droit de vote dans un ou plusieurs organes de gestion de l'Association (Assemblée Générale, Conseil d'Administration).

#### ARTICLE XVIII - Comptes

Il est tenu une comptabilité journalière faisant apparaître chaque année le bilan : la période normale de comptabilité est une année civile. A titre exceptionnel, le premier exercice comptable portera sur la période s'étendant de la déclaration de création d'Association jusqu'à la fin de l'année civile.

Le Trésorier pourvoit à l'encaissement des recettes et au règlement des dépenses de l'Association.

La comptabilité est tenue par un expert comptable indépendant sous le contrôle d'un commissaire aux comptes choisi par le Conseil d'Administration et dont la désignation est approuvée par l'Assemblée Générale.

Le Trésorier rend compte de sa gestion et soumet le bilan à l'approbation de l'Assemblée et au contrôle d'un commissaire aux comptes.

Le Président est l'ordonnateur des dépenses de l'Association. Il vérifie l'exécution des recouvrements et des recettes et veille à la bonne exécution du budget.

#### ARTICLE XIX – Personnel de l'Association

L'Association fonctionne avec du personnel embauché par l'Association elle-même ou mis à disposition par ses Membres selon les orientations définies par l'Assemblée Générale et mises en place par le Conseil d'Administration. Ces modalités de fonctionnement sont définies dans le Règlement Intérieur (Article XIII)

## TITRE 4 DISPOSITIONS DIVERSES

### ARTICLE XX – Dissolution

Pour valablement délibérer, les  $\frac{3}{4}$  des membres, au moins, doivent être présents ou représentés à une Assemblée Générale convoquée aux fins de dissolution de l'association. Cette assemblée doit être convoquée trente jours avant la date prévue pour cette assemblée.

La dissolution doit être prononcée par les deux tiers des membres présents ou représentés, représentant au moins les  $\frac{3}{4}$  des voix. En cas de dissolution, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par celle-ci et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.

### ARTICLE XXI – Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés à l'un des Fondateurs, pour remplir les formalités constitutives de l'Association.

En cas de modification des Statuts, le Président de l'Association devra accomplir les formalités légales requises.

### ARTICLE XXII – Règlement Intérieur

Le Conseil d'Administration établit le Règlement Intérieur de l'Association, lequel détermine les modalités d'application des présents Statuts. Ce Règlement Intérieur pourra être appliqué dès son adoption par le Conseil d'Administration, sans l'approbation postérieure de l'Assemblée Générale à l'exception des propositions de montant de cotisations qui seront appliquées de manière provisoire mais qui devront être approuvées par l'Assemblée Générale.

Fait à Rousset, le 21/06/19

SIGNATURES

LE PRESIDENT

M. Moussa Belkhiter

*Cette copie est confirmée.*

MB 12/04/2021

LE TRÉSORIER

M. Fabien AILI

## **ANNEXE 1**

### **Rôle du Directeur, et description des Commissions**

#### ***Rôle du Directeur***

- Coordonner les actions de la Structure Opérationnelle et organiser les réunions
- Assurer l'interface avec chaque commission et leur suivi
- Assurer la cohérence d'ensemble
- Veiller à la bonne exécution du budget et préparer les éléments budgétaires à venir avec l'aide du trésorier
- Coordonner les rencontres avec le Comité Stratégique et Scientifique
- Présenter l'état d'avancement des actions au CA, au CSS et à l'Assemblée Générale
- Le Directeur, soumet les projets au CA pour labellisation après instruction par la commission projets et consolidation / mise en priorité par la Structure Opérationnelle.
- Assurer la mise en œuvre d'un tableau de bord
- Assurer la mise en œuvre et le suivi des indicateurs d'évaluation de SCS dans leur ensemble
- Participer personnellement à la promotion de SCS et à son développement
- Favoriser les échanges entre les acteurs concernés de SCS
- Répondre aux sollicitations externes et orienter en fonction de la demande
- S'impliquer directement si nécessaire, au moins dans un premier temps, dans la commission communication

L'ensemble des travaux des commissions seront régulièrement rapportées par la direction opérationnelle au Conseil d'Administration pour validation.

#### ***La Commission « Projets »***

- Propose des axes stratégiques en termes de projets
- Favorise l'émergence de nouveaux projets
- Monte et suit des projets, effectue le suivi de la feuille de route
- Assure la synergie technique avec les projets d'autres Pôles
- Met en place les indicateurs de résultats sur son périmètre
- S'assure de la pertinence des montages de financement

#### ***La Commission « Business Développement »***

- Audite et sélectionne des projets de développement d'entreprises
- Evalue les forces et les faiblesses de leurs projets
- Associe des consultants à l'accompagnement de ces entreprises pour la structuration de leur business plan
- Assure un accompagnement collectif et individuel des entreprises sélectionnées
- Audite et labellise leurs projets de développement à l'issue de la structuration de leur business plan
- Met en relation les porteurs de projets avec des investisseurs potentiels (business angels, banquiers)

FA

VB

**ANNEXE 2**  
**Membres du Pôle SCS au 31 décembre 2019**

**360&1**  
**360SmartConnect**  
**3D-oxides**  
**4G Technology**  
**62 Ruby Street**  
**Abeeway**  
**Acsiel**  
**ACTA Consult**  
**ActiveEon**  
**Afelim**  
**Agiltech**  
**Agrove**  
**Air Space Drone**  
**Aix Marseille Université (AMU)**  
**Akheos Cabinet d'Avocats**  
**AKKA Technologies**  
**ALEDIA**  
**All In Riviera**  
**Amadeus**  
**Aminogram**  
**Anapix Medical**  
**Apical Technologies**  
**Arago Systems**  
**ARAXXE**  
**ArchEnerg Cluster**  
**ARCLAN'SYSTEM**  
**Ard**  
**ARIGA Solutions**  
**Arm France**  
**Asalog**  
**Asygn**  
**ATG Technologies**  
**Attestis**  
**Avencod**  
**Avenir Développement Durable / Alertgasoil**  
**Avisto Telecom**  
**Axyn Robotique**  
**Azur Soft**  
**B.mind**  
**B2bot**  
**Baylibre**  
**Beelife**  
**Benomad**

FA VB



**BIGNON LEBRAY**

**Bigsool**

**Bioceanor**

**Blu Manta**

**Bodyo**

**BP Amorçage**

**BrandSilver**

**BuQuaTi**

**Bureau Veritas Exploitation**

**BUSIT**

**Byond**

**Byzance.Pro**

**Cabinet Louis Reynaud**

**Caractérisation PF**

**Cartesiam**

**CEA**

**Centiloc**

**CetraC.io (Silkan)**

**CHU Nice - Centre Hospitalier De Nice**

**CIC Lyonnaise de Banque**

**Citykomi**

**Clearsy**

**CNRS Délégation Côte d'Azur**

**COCOON CINEMA**

**Coexel**

**Connected Garden**

**Conztanz**

**CR CREDIT AGRICOLE PCA**

**CRANTEC**

**CREDIT AGRICOLE Alpes Provence INNOV'ECO**

**CRIM**

**CRIP**

**Crocus Technology**

**Data Moove**

**Data ScienceTech Institute (DSTI)**

**Data2i**

**dbSQWare**

**Denimbo**

**Determine**

**Digitsole**

**Djiant**

**DOCAPOSTE**

**DOMODEV**

**Eastern Cluster ICT**

**EasyGan**

**EASYTOPIA**

**Ecole des Mines de Saint Etienne**

FA YB

**Edge Technologies**  
**Editag**  
**Eeworx**  
**Egerie-Software**  
**Electronie**  
**Electronique Concept**  
**Ellipso Facto**  
**Elsys Design**  
**ENEDIS Direction Régionale Provence Alpes du Sud**  
**Epicnpoc**  
**Ercim - European Research Consortium for Informatics and Mathematics**  
**Eridanis**  
**eShard**  
**ESKALE**  
**Eura Nova**  
**EURECOM**  
**Eurotechnique Médicale**  
**EZAKO**  
**Fatec Group**  
**Feeligreen**  
**FERMAT**  
**FLEXPER**  
**Focussia**  
**Fogale Nanotech**  
**Fondazione Distretto Green & High Tech Monza-Brianza**  
**FOREIS**  
**FRAMATECH**  
**GAIA**  
**Geo Sentinel**  
**GS2X**  
**GUARDEA**  
**Guest Konnect**  
**Haruspex srl**  
**HD-SIGNS**  
**Himydata**  
**HITACHI Europe R&D**  
**HOGO**  
**HPE Centre de Compétences France**  
**Humanroads (millionroads SAS)**  
**iAdapttime**  
**IBS**  
**ICONIK**  
**Icube**  
**IDEMIA StarChip**  
**IFSTTAR**  
**IGNILIFE**

FA VBS

**IMA - Innovation Makers Alliance**  
**I-MC**  
**In Extenso-Innovation Croissance**  
**Ineo Sense**  
**Infra Ops**  
**InnoFacto**  
**Innovacom Gestion**  
**INOuid**  
**Inp Grenoble**  
**INRAE**  
**Inria Sophia Antipolis**  
**Insight Sip**  
**Intuitisoft**  
**IoThink Solutions**  
**IOTIZE**  
**Iqsim**  
**Iraten Solutions - Oriade**  
**Isen Yncréa Méditerranée**  
**IWE**  
**Izicap**  
**JC3N Solutions**  
**Kapsys**  
**Keeex**  
**Keolabs**  
**KLETEL MULTIMEDIA**  
**Kontron**  
**KPMG**  
**Kware**  
**L.S.T. PROXIDRIVE**  
**Ledgity**  
**Lillybelle**  
**LINXENS**  
**LOGAXIO**  
**Mälardalen Industrial Technology Center AB**  
**Mamazen**  
**Maxim Integrated**  
**Mazovia Cluster ICT**  
**Med'invent Consulting**  
**Meritis Lab**  
**Meteoptim**  
**Metraware**  
**Microchip Technology**  
**Micro-PackS**  
**Milanamos**  
**MindMatcher**  
**Mios**  
**MKTXDATOS EUROPE**

FA VB

**Mobile Heights**  
**Monetech**  
**MoTeBo**  
**MPA Industrie**  
**Munich Security Network**  
**MyDataModels**  
**NAIXES**  
**NANOZ**  
**Nauvelis**  
**Nawa Technologies**  
**NeoDoc**  
**Neos Technologie**  
**Neotion**  
**Neotys**  
**Neowave**  
**Net Invaders**  
**Newsteo**  
**NFCOM**  
**NIS (Net Informatique Services)**  
**NoSoft**  
**NOUVONIVO**  
**Novasecur**  
**NPXlab**  
**NSP (Net Solution Partner)**  
**NXP SemiConductors Sophia Antipolis**  
**O<sup>2</sup> Quant**  
**OLYTHE**  
**OPTIM Wafer Services**  
**Option Way**  
**Orange Labs Sophia Antipolis**  
**ORECA**  
**Orkis**  
**Orsay Physics**  
**Oticon Medical**  
**Panaxium**  
**Perfumist**  
**PHARMACIE AUTOMATISME**  
**PicoDev**  
**PLDA**  
**Pôle MecaTech**  
**Pragma**  
**Prove & Run**  
**QALIF SOLUTIONS**  
**Qenvi**  
**Qista**  
**Qu'est ce qui tourne**  
**Qwam Content Intelligence**

FA VAB

**Renault Software Labs**  
**Rendez-Vous Digital**  
**Rofim**  
**Rool'in**  
**Saint-Gobain Lumilog**  
**Schneider Electric France**  
**SDRF**  
**Sensoria Analytics**  
**SiFive France**  
**Sikur**  
**Silicon Alps Cluster GmbH**  
**SmarDTV**  
**Smart Packaging Solutions (SPS)**  
**Smart Service Connect**  
**Smartcom**  
**sMsmode**  
**SnapSys Telecom**  
**Société Marseillaise de Crédit (SMC)**  
**SOLARTYS**  
**SOLUTIONS NUMERIK**  
**SOMEI**  
**Sophia Engineering**  
**STACKR**  
**STMicronics Rousset**  
**Supralog**  
**Symag by BNP Paribas Personal Finance**  
**Synertic**  
**Tages Solidshield**  
**Tas France**  
**TBC France**  
**TCL Mobile Europe SAS**  
**Teach On Mars**  
**Tech for Change**  
**TechNext**  
**Ted Orthopedics**  
**Telaqua**  
**TELLUS**  
**Tescan Analytics**  
**Texplained**  
**Thales Alenia Space**  
**Thales DIS Design Services**  
**Thales DIS France**  
**TICE.pt**  
**Tiempo Secure**  
**Titan Datacenters France**  
**Toplink Innovation**  
**Traxens**

FA VB

**TRAXxs**  
**Trusted Objects**  
**Tuito**  
**TWISE**  
**Unicaces**  
**UNIVERSITE COTE D'AZUR (UCA)**  
**Université D'Avignon**  
**Université de Toulon (UTLN)**  
**UrbanWave**  
**Usercube**  
**VDSYS**  
**Verimatrix**  
**Viapass**  
**VIDETICS**  
**Visual Systemes**  
**Voxcracy**  
**VuLog**  
**Web2ROI**  
**Ween**  
**Weltexo**  
**WEVER**  
**WildMoka**  
**WitMonki**  
**Witti**  
**Wooxo**  
**XENEO**  
**XterConnect**  
**XtreamWave**  
**YPtoS**

## **ANNEXE 1**

### **Programme d'actions 2024**

Le Pôle SCS est un accélérateur de croissance qui a pour objectif de porter les innovations de ses membres sur les marchés et de faire émerger les futures pépites de demain.

Les 3 missions prioritaires du Pole SCS au service de l'impact économique seront :

- Accompagner et financer l'innovation et les projets de R&D ;
- Accompagner la croissance des petites entreprises et des startups ;
- Promouvoir et renforcer l'écosystème numérique régional.

#### **AXE 1 : Gouvernance et missions demandées par les pouvoirs publics**

- Elaboration, actualisation et suivi de la stratégie et des feuilles de route phase V.
- Missions de nature institutionnelle.
- Labélisation des projets innovants/R&D
- Activités de reporting

#### **AXE 2 : Animation de l'innovation et de son financement**

Le programme 2024 s'inscrira dans la prolongation des actions engagées en 2023 afin de favoriser l'émergence de projets et actions d'innovations qui adressent les enjeux technologiques et marchés des entreprises et acteurs de la métropole TPM dans les 5 domaines stratégiques.

Ces actions auront pour but :

- La diffusion de l'innovation technologique auprès des adhérents et les actions d'accompagnement pour l'innovation.
- L'animation de groupes de travail favorisant les échanges, les bonnes pratiques et les témoignages incluant les PME, les Grandes Entreprises et les laboratoires de recherche.
- Le développement des liens entre les entreprises, les laboratoires de recherche et les acteurs scientifiques tels que la SATT.
- L'accompagnement structuré et à valeur ajoutée des membres souhaitant faire appel à du financement public dans le cadre du plan de relance et/ou d'appels à projets afin d'augmenter la qualité des projets et leur chance de financement et ce sur les AAP Région, France et Europe.
- La capacité d'accompagner les entreprises de l'innovation jusqu'à la mise en marché.

#### **AXE 3 : Développement du réseau et animation de la communauté des membres du pôle, en priorité les start-ups, les PME et ETI**

- Accompagner l'innovation des PME
- Accompagner les PME dans leur stratégie et positionnement concurrentiel
- Accompagner les PME dans leur financement haut et bas de bilan
- Préparer à adresser les marchés et le développement commercial
- Accentuer la visibilité et notoriétés des TPE/PME/ETI

- Sensibiliser les PME à la transition écologique aussi bien pour leur fonctionnement quotidien que pour leurs développements de nouveaux produits / services.

#### **AXE 4 : L'international et l'Europe**

Durant la phase 4.0, le Pôle SCS a déployé ses actions à l'Europe. En 2024, la dynamique sera poursuivie par la mise en place des projets gagnés les années précédentes et par la réalisation de nouvelles candidatures s'appuyant sur le nouvel ensemble deeptech créée avec Optitec.

Pour cela, SCS s'appuiera sur 3 forces :

- Un écosystème à forte dimension internationale avec notamment des grands groupes mondiaux tels que ST Microelectronic et Thales.
- Un large réseau de partenariats solides en Europe avec 40 clusters Européens ainsi que l'Alliance Silicon Europe et le réseau Européen Photonics alliance
- Une équipe de 2 ETP dédiée aux projets Européens qui sera élargie à 4 ETP avec le projet Move2Digital

#### **AXE 5 : Emploi et la formation :**

Le plan d'Actions 2024 en matière Emploi – Formation, s'inscrit dans la continuité de ce qui a été mis en place pendant la phase 4.0.

Les sessions de formation / sensibilisation aux technologies et usages lancées sous forme de Webinaires seront poursuivies. Elles ont rencontré un fort succès depuis avril 2020. Elles seront doublées de sessions collectives de sensibilisation spécifiques autour de l'IA et de la Sécurité Numérique ainsi que des webinaires de formation / sensibilisation aux enjeux de la transition écologique.

Les cartographies des formations autour des axes technologique de ce pôle seront mises à jour et une cartographie concernant l'axe Photonique & Imagerie sera réalisée.

Des animations et des actions spécifiques d'aide au recrutement et aux problématiques RH seront mises en œuvre pour les PME.

Le site web dédié à l'emploi et la formation sera enrichi et animé. SCS continuera à promouvoir les formations d'Inria Academy dans le cadre de la convention signée en 2023.

L'ensemble de ces activités et actions s'adressent à l'écosystème du numérique des Régions Sud et Occitanie mais certaines ont un focus spécifique **pour les acteurs du territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée** :

- La promotion, l'information et l'accompagnement des dispositifs de France 2030 et du PIA4 (Stratégie accélération et volet Régional) auprès des acteurs de la Métropole TPM.
- La coordination et l'animation des thématiques électronique IoT, IA et Cybersécurité :
  - o Animation des GT du pôle SCS sur ces thématiques pour l'émergence de projets.
  - o Organisation de rencontres marchés et usagers sur les thématiques mobilités, SmartCities/SmartPorts.



- Une rencontre Laboratoires/Entreprises pour favoriser l'innovation,
- La participation aux initiatives régionales en Cyber : Campus Cyber, CIRST...
- La Coordination et l'animation de la filière Optique / photonique avec en particulier :
  - La réalisation et mise à jour de la feuille de route 2023-2026,
  - Lancement et animation d'un GT Optique / Photonique.
- Soutien et accompagnement aux startups, PME et entreprises du territoire de TPM
  - Accompagnement et labellisation des projets France 2030 et autres dispositifs,
  - Sessions de formation synthétique : IA, Block Chain, IoT, Quantique, Photonique...
  - Sensibilisation et accompagnement sur les problématiques « Security by design »,
  - Accompagner les TPE/PME de la Métropole sur les salons internationaux.
  - Participation et co-organisation de la défense Week avec le forum PME
  - Une action spécifique d'aide au développement commercial sous la forme de ressources mutualisées pour l'identification de prospect et de prise de rendez-vous.
- Un focus sur la problématique de recrutement :
  - Des sessions / ateliers autour des problématiques RH et recrutement,
  - Un service d'aide au recrutement pour les TPEs/PMEs centré sur le sourcing de candidats qualifiés,
  - La publication des offres et la mise en relation avec des candidats,
  - La mise en relation des entreprises avec des partenaires RH qualifiés pour accélérer le recrutement.
- Un focus sur la transition écologique :
  - Des actions de sensibilisation et des ateliers autour des outils et des pratiques : bilan carbone, éco-conception électronique logicielle, la décarbonation des acteurs du numériques, les exigences environnementales des financeurs (investisseurs et institutionnels), les sociétés à mission, le label API Green Score pour développer des API écoresponsables, recyclage numérique et cybersécurité,
  - Organisation d'un événement dédié à la Transition écologique des acteurs numériques avec retours et partage d'expériences et bonnes pratiques,
  - La promotion du Label Numérique Responsable, la promotion des dispositifs ADEME (notamment l'AAP Econum) et de la Région
- La participation au eDIH Move2digital visant le lancement des activités de digitalisation des PME du territoire en collaboration avec TVT et les pôles filières du territoire notamment le pôle Mer.

## Budget déposé 2024 A et B

Intitulé des dépenses	HT	Intitulé des recettes	HT
<b>60 - Achats</b>	<b>2 293</b>	<b>74 - Subventions</b>	
604 - Achat d'études	-		
605 - Achats de matériels, équipements	-	<b>DGA</b>	<b>85 000</b>
606 - Achats .. fournitures	2 293	<b>Union Européenne</b>	-
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>73 273</b>	<b>Région PACA</b>	<b>716 494</b>
611 - Sous traitance générale	-	<i>Dont Transfert Etat Région</i>	284 216
613 - Locations	48 808	<b>Région Occitanie</b>	<b>82 498</b>
614- Charges locative	-	<i>Dont Transfert Etat Région</i>	46 728
615- Maintenance	21 190		
616 - Assurances	3 275	<b>Communauté de communes</b>	<b>183 000</b>
618 - Documentation	-	NCA	-
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>491 660</b>	CASA	25 000
621 - Rémunérations d'intermédiaires	-	AMPM	118 000
622 - Honoraires	271 475	TPM	40 000
623 - Publicité, public., relations publiques	93 860		
625 - Déplacements, missions et réceptions	110 605	<b>Communes</b>	
626- Frais postaux et Téléphone	5 895		
628 - Participation conférences	9 825		
		<b>Sous / total</b>	<b>1 066 992</b>
<b>64 - Charges de personnel</b>	<b>974 109</b>		
641 - Salaires	674 230	<b>Autofinancement</b>	
645 - Charges sociales	277 122		
647 - Autres charges	1 310	<b>70 - Ventes</b>	<b>475 798</b>
631- taxe salaires	20 137	706 - Prestations de services	-
633 - Formation professionnelle		707 - Ventes de marchandises	-
635 - Cotisation foncière des entreprises (CFE)	1 310	708 - Autres fonds propres	-
		756 - Cotisations	475 798
<b>65 - Autres charges gestion courante</b>	-		
		<b>75 -Produits gestion courante</b>	<b>510</b>
<b>68 - Dotations aux amortissements</b>	<b>1 965</b>		
<b>Emplois des contributions en nature</b>		<b>Contributions en Nature</b>	
Personnel Bénévole	178 000	Valorisation du Bénévolat	178 000
<b>Total Dépenses</b>	<b>1 721 300</b>	<b>Total Recettes</b>	<b>1 721 300</b>

## Gouvernance et Animation 2024

### Pôle de compétitivité « Solutions Communicantes Sécurisées »

#### Positionnement et actions 2024

##### POSITIONNEMENT ET STRATEGIE SCS : PHASE 5 ET INTEGRATION OPTITEC

SCS a candidaté à la phase V des pôles de compétitivité le 7 octobre 2022 et a été relabellisé en Mars 2023.

La mission, le positionnement et la stratégie de SCS pour cette phase 5 s'inscrit **dans la continuité** de ce qui a été mis en place lors de la phase IV tout en prenant en compte les **évolutions, transitions et changements** importants qui sont apparus dans les 2 dernières années notamment **la prise en compte de l'urgence climatique**.

De plus, début 2023, des discussions ont démarré avec le Pôle OPTITEC conduisant à une convention de partenariat sur la 2<sup>e</sup> moitié de l'année 2023 et la volonté de rassembler les 2 pôles en une seule entité. Une note de synthèse décrivant ce projet est annexée au présent dossier.

Le projet a été validé par les gouvernances respectives des 2 entités et présenté à l'ensemble des financeurs et partenaires. La labellisation phase 5 de SCS avec cette évolution a été confirmée par la DGE et les ministres (courrier joint en annexe.)

Le projet est rentré dans la phase finale avec la mise en place de nouveaux statuts pour SCS prenant en compte les axes, thématiques et demandes des adhérents d'Optitec. Nouveaux statuts qui seront validés lors d'une AG extraordinaire prévue en décembre 2023.

Dans ce cadre, le nouveau positionnement de SCS pour cette phase 5 sera le suivant :

##### Mission Phase V :

**« ÊTRE L'UN DES PREMIERS ÉCOSYSTÈMES EUROPÉENS DEEPTech AU SERVICE D'UNE TRANSITION NUMÉRIQUE DURABLE »**

Nous souhaitons renforcer et développer l'écosystème Deeptech que nous représentons en **accompagnant l'innovation** de nos membres, en **accélérant la transition numérique** des filières régionales et en intégrant dans nos démarches et nos accompagnements **l'impératif climatique**.

##### Positionnement phase V :

Dans la continuité de la phase IV et avec les thématiques d'Optitec, SCS se positionnera sur **5 axes technologiques** :



Micro/électronique



Cyber &  
Sécurité Numérique



IoT



IA &  
Data Analytics



Photonique &  
Imagerie

**Micro et Electronique** : semiconducteurs (conception, fabrication, test, équipements, packaging, matériaux) et électronique (conception d'objets et de systèmes électroniques, électronique souple, assemblage et fabrication). Environ 120 membres.

**Cyber & Sécurité Numérique** : technologies cryptographiques, technologies protection hardware, cartes à puces, logiciel embarqué sécurisé, produits et services de cybersécurité, gestion des identités, documents sécurisés. Environ 50 membres.

**IoT** : conception et fabrication d'objets connectés, plateformes de gestion des objets, applications BtoB et BtoC, réseaux et infrastructures. Environ 120 membres.

**IA & Traitement Numérique des données** : conception et développement d'algorithmes et de logiciel IA, services de développement et d'intégration de l'IA, logiciels et services d'analyse, d'organisation et de gestion des données. Environ 110 membres.

**Photonique et Imagerie** : conception et fabrication de systèmes optiques et photoniques civils et militaires (optronique) et à destination de l'industrie. Environ 160 membres dont 90 en Région SUD

Ce positionnement technologique cible en priorité **5 marchés applicatifs clés** :



Industrie X.0



Smart Cities



E-santé  
Bien-être



Mobilité Intelligente



Sécurité Défense  
Grands Instruments

Ces 5 marchés applicatifs sont en cohérence avec les marchés visés par nos adhérents et représentent un fort potentiel d'utilisation des technologies clés de SCS.

Les **principales missions** de SCS sont :

- Accompagner et financer l'innovation et les projets de R&D
- Accélérer la croissance des petites entreprises et des startups
- Promouvoir et renforcer l'écosystème numérique régional

En ligne avec le positionnement et les missions, les **stratégies prioritaires** de SCS sont :

- Développer et valoriser l'innovation technologique :
- Soutenir et développer la croissance de nos membres et de l'écosystème :
- Soutenir la formation et les compétences :
- Développer l'attractivité et la visibilité de notre écosystème en partenariat avec les acteurs concernés
- Contribuer aux politiques d'innovation et aux politiques industrielles en Europe, en France et en Région

Ce positionnement et cette stratégie se déclinent dans un ensemble d'actions que l'on retrouve dans les actions décrites dans la suite de ce dossier.

L'ensemble des activités et actions indiquées dans le plan d'action 2024 ci-après concerne l'écosystème du numérique de la Région PACA et de la Métropole Toulon Provence Méditerranée mais certaines ont un **focus spécifique pour les acteurs du territoire de TPM** :

- A. *La promotion, l'information et l'accompagnement des dispositifs de France 2030 (Stratégie Accélération et volet Régional) auprès des acteurs économiques de TPM.*
- B. *La Coordination et l'Animation des Thématiques Electronique, IoT, IA et Cybersécurité :*
  - Animation des GT du pôle SCS sur ces thématiques
  - Organisation d'événements marchés et usages sur les thématiques mobilité, smartcities/smartports
  - Organisation des rencontres laboratoires/entreprises pour favoriser l'innovation
  - La participation aux initiatives régionales en Cyber : Campus Cyber, CIRST, ...
- C. *La Coordination et l'Animation de la filière Optique/Photonique avec en particulier :*
  - La réalisation et mise à jour de la feuille de route 2023-2026
  - Lancement et Animation d'un GT Optique/Photonique
- D. *Soutien et accompagnement aux startups, PME et entreprises du territoire*
  - Accompagnement et labellisation des projets France 2030 et autres dispositifs.
  - Sessions de formation synthétique : IA, Blockchain, IoT, Quantique, Photonique,...
  - Sensibilisation et accompagnement sur les problématiques « Security by Design »
  - Accompagnement et coordination sur les salons internationaux pour les PME de TPM
  - Participation et co-organisation de la défense Week avec le forum PME
  - Une action spécifique d'aide au développement commercial sous la forme de ressources mutualisées pour l'identification de prospect et de prise de rdv.
- E. *Un focus sur les problématiques de recrutement*
  - Des sessions/ateliers autour des problématiques RH et recrutement
  - Un service d'aide au recrutement centré sur le sourcing de candidats qualifiés
  - La publication des offres et la mise en relation avec des candidats
  - La mise en relation des entreprises avec des partenaires RH qualifiés pour accélérer le recrutement
- F. *Un focus sur la transition écologique*
  - Des actions de sensibilisation et des ateliers autour des outils et des pratiques : bilans carbone, l'éco-conception électronique et logicielle, la décarbonation des acteurs du numérique, les exigences environnementales des financeurs (investisseurs et institutionnels), les sociétés à mission, le label API Green Score pour développer des API écoresponsables, recyclage numérique et cybersécurité.
  - Organisation d'un événement dédié à la Transition écologique des acteurs numériques avec retours et partage d'expériences et bonnes pratiques
  - La promotion du Label Numérique Responsable, la promotion des dispositifs ADEME (notamment l'AAP Econum) et de la Région
- G. *La participation au eDIH Move2Digital visant le lancement des activités de digitalisation des PME du territoire en collaboration avec TVT et les pôles filières du territoire notamment le pôle Mer.*

## PLAN D'ACTION DETAILLE 2024

### I. Gouvernance et missions demandées par les pouvoirs publics

#### ⇒ Élaboration, actualisation et suivi de la stratégie et des feuilles de route phase 5

- Les feuilles de route des axes technologiques seront actualisées et mises à jour dans la cadre de l'intégration du Pôle Optitec
- Une feuille de route 2023-2026 pour l'axe Optique-Photonique sera réalisée
- Des travaux sur le positionnement du nouvel ensemble et la recherche d'un nouveau nom, d'un nouveau logo et d'une nouvelle charte graphique

#### ⇒ Missions de nature institutionnelle

- Participation aux actions et travaux sur les stratégies d'accélération de France 2030 et notamment dans les domaines de l'IA, la Cybersécurité, l'Électronique, la Photonique et l'Imagerie
- Participation à la feuille de route Cybersécurité de la région et aux projets de Campus Cyber et CIRST Régional.
- Participation au club Sud Drones animé par la Région ainsi qu'aux comités de coordination des pôles Défense avec la DGA et la Région.
- Participation à l'AFPC dans le cadre des politiques des pôles de compétitivité et de la coordination des actions des pôles. Participation aux différentes commissions de l'AFPC ainsi que dans le groupe de travail AFPC-AIF pour « Industrie du Futur ». SCS est le représentant des Pôles Région SUD à l'AFPC sur le volet « offre technologique pour l'Industrie du Futur »
- Participation au CSF Électronique, au CSF Industries de Sécurité et au CSF Nouveaux Systèmes Energétiques en collaboration avec CapEnergies ainsi qu'au CSF Solutions Industries du Futur (SIF)
- Participation aux instances nationales et européennes clés dans nos domaines stratégiques et notamment l'Alliance pour la confiance numérique (ACN) ainsi qu'à l'association EPIC, l'European Photonics Alliance (réseau des clusters et des régions européens collaborant dans le domaine de la photonique), d'European Regions Research and Innovation Network et Photonics 21
- Participation aux programmes régionaux en soutien de l'Industrie du Futur (PSI 4.0, Pracssis, ...)
- Participation au comité des salons internationaux majeurs pilotés par Rising Sud, comité de SUD émergence & SUD investissement, Territoires d'Industries...
- Participation au CA de Rising SUD en collaboration avec les autres Pôles régionaux
- Participation au Club « InnovProvence » animé par la Métropole
- Soutien des Actions d'attractivité du territoire des agences et de la région : missions internationales, accueil des industriels
- Mise à jour du périmètre de l'observatoire régional du numérique en partenariat avec InExtenso pour prendre en compte le suivi de l'axe Photonique et Imagerie. Réalisation des notes de conjoncture régionale avec la cartographie des entreprises clés de l'écosystème deeptech y compris les acteurs Photonique & Imagerie

#### ⇒ Labellisation des projets innovants/R&D

- En 2024, l'action du pôle poursuivra son objectif de mettre l'accent sur la labellisation et le soutien de projets attaquant les verrous technologiques des 5 domaines clés, ciblant des usages et des applications des 5 marchés clés de notre feuille de route et répondant aux appels Européens, Nationaux et Régionaux et ce en adéquation avec le programme France

2030 et les stratégies d'accélération notamment sur les domaines de l'IA, de la Cybersécurité et de l'électronique.

- Des actions supplémentaires de promotion et de labellisation des dispositifs du plan France 2030 seront mise en œuvre notamment auprès des nouveaux acteurs. SCS participera aux actions de l'expérimentation France 2030 en Région co-pilotées par la DREETS et la Région
- Des travaux de convergence et alignement des processus d'accompagnement et de labellisation des projets d'Optitec avec ceux de SCS seront mis en œuvre pour aboutir à un processus et méthodologie unifiée. La commission d'experts sera enrichie de membres spécialistes de la photonique/optique.
- Une sensibilisation et focalisation des membres Optitec aux montage et service projets de SCS sera mise en place pour augmenter sensiblement les projets issus de membres Optitec
- SCS a déployé un certain nombre de plateformes technologiques notamment les plateformes CIMPACA depuis quelques années et s'assurera, dans le processus de labellisation et par des actions de promotion, de l'intégration et utilisation de ces outils technologiques dans les projets.
- SCS participera avec l'AFPC et les autres pôles aux travaux sur le processus de labellisation et sur l'intégration dans les critères de labellisation des aspects liés à la transition écologique comme demandé dans le dossier phase 5.

⇒ **Activités de reporting**

- Le suivi des indicateurs clés des projets sera effectué auprès de tous les porteurs selon une enquête bi-annuelle. SCS participera aux réunions de suivi des projets avec BPI et les financeurs concernés chaque fois que SCS sera invité.
- Suivi ses indicateurs, en conformité RGPD. Le Pôle SCS continuera d'assurer un suivi des projets pendant leur exécution et dans la phase post exécution.

## II. L'animation de l'innovation et de son financement

Le programme 2024 s'inscrit dans la prolongation des actions engagées en 2023 afin de favoriser l'émergence de projets et actions d'innovations qui adressent les enjeux technologiques et marchés des entreprises et acteurs de la métropole dans les 5 domaines stratégiques.

D'une manière plus globale nos actions ont pour but :

- ⇒ La diffusion de l'innovation technologique auprès des adhérents et les actions d'accompagnement pour l'innovation
- ⇒ L'animation de groupes de travail favorisant les échanges, les bonnes pratiques et les témoignages incluant les PME, les Grandes Entreprises et les laboratoires de recherche.
- ⇒ Le développement des liens entre les entreprises, les laboratoires de recherche et les acteurs scientifiques tels que la SATT.
- ⇒ L'accompagnement structuré et à valeur ajoutée des membres souhaitant faire appel à du financement public dans le cadre du plan de relance et/ou d'appels à projets afin d'augmenter la qualité des projets et leur chance de financement et ce sur les AAP Région, France et Europe
- ⇒ La capacité d'accompagner les entreprises de l'innovation jusqu'à la mise en marché.

Principaux indicateurs concernant les projets terminés de SCS sur la période 2013-2023 (Oct) :

Brevets pendant les projets	219
Nouveaux Produits et Services à l'issue des projets	228
Création d'entreprises à l'issue des projets	20
Publications pendant les projets	2380
Nombre d'emplois créés pendant les projets	935
Nombre d'emplois créés à la suite des projets	3642

#### Actions 2024 de SCS :

##### *L'accompagnement des projets et de l'innovation*

- ⇒ Animation de l'innovation : groupes de travail (GT) en ligne avec les 5 domaines clés. Animation pour l'émergence de projets sur les enjeux des feuilles de route techno-marchés.
- ⇒ Un évènement spécifique « rencontres laboratoires & entreprises » pour favoriser les échanges partenariaux entre les laboratoires et entreprises de SCS.
- ⇒ Animation et mise en œuvre de réunions marchés permettant la rencontre des besoins usages des filières clés avec les offreurs de technologie de SCS
- ⇒ Réunions d'information, sensibilisation et de prescription sur les différents dispositifs de financement, l'accompagnement au montage de projets. Sensibilisation et échange de bonnes pratiques collectives pour favoriser les développements innovants plus sobres et efficaces
- ⇒ Accompagnement structuré sur les différents dispositifs de financement de l'innovation en Région, en France et en Europe. Poursuite de la labellisation « Tic Durable » dans l'attente des livrables des travaux AFPC/DGE sur la prise en compte de la transition écologiques dans les critères de labellisation.
- ⇒ Mise à jour et promotion du catalogue des produits/services issus des projets. Suivi des projets et des retombées.
- ⇒ Accompagner les PME partenaires dans des projets pour la mise sur les marchés des produits & services issus des projets, et notamment par l'intégration dans les services "Croissance" des PME partenaires de projets finis, la mise en relation grands Groupes et les salons internationaux, les événements de valorisation des produits issus des projets, la promotion dans les media et réseaux sociaux (et la participation aux concours régionaux et nationaux).
- ⇒ Cybersécurité : continuer le déploiement de l'action « Security By Design » destinées aux startups et PME dans le but de favoriser et faciliter l'adoption des technologies de sécurité dans le développement des produits des membres SCS.
- ⇒ IA : prescription et coordination avec le nouveau programme « IA Booster » de BPI France sera mise en place sous le patronage de la DREETS. Soutien et collaboration avec le 3IA Cote d'Azur notamment dans le cadre du Cluster IA.
- ⇒ Participation aux groupes de travail Européen sur la réglementation et la certification sécuritaire de l'IoT notamment au travers de l'association Eurosmart et l'ACN



### ***Les Partenariats en support de l'innovation et des projets***

Des partenariats avec différents acteurs ont été engagés dans le cadre de nos actions d'innovation notamment avec les différents pôles filières Régionaux tels que Mer, Safe, CapEnergies, InnovAlliance ainsi que les Pôles Nationaux du numérique comme Minalogic, Systematic, Images & Réseaux et des acteurs de l'innovation comme les plateformes CimPACA ou le CIUs.

Les projets accompagnés et labellisés seront co-labellisés chaque fois que c'est justifié avec les Pôles Régionaux et Nationaux.

Plus spécifiquement, des actions communes seront déployées :

- Avec le Pôle MER sur la Cybersecurité et protection des ports avec des sessions de sensibilisation, d'échanges et de projets, sur les drones marins et sous-marins pour différentes applications de surveillance ainsi que sur un programme autour des systèmes autonomes
- Avec le Pôle CAPEnergies dans le domaine de la numérisation des systèmes énergétiques. Des actions de sensibilisation et d'échange ainsi qu'une collaboration dans le domaine des actions en faveur de la transition écologique
- Avec le Pôle Eurobiomed pour coordonner l'émergence et la labellisation de projets communs et l'organisation d'actions d'animation et de sourcing de fournisseurs de solution en ligne avec les axes santé de la Région
- Avec le Pôle SAFE dans le cadre des « Challenges IA Defense & Sécurité », dans le cadre du club sud drone ainsi que pour l'initiative Advanced Air Mobility
- Avec le pôle Innov'Alliance en région Provence-Alpes Côte d'Azur pour des actions d'échanges et de mises en relation entre des donneurs d'ordre de la filière agro et des offreurs de solutions technologiques de SCS.
- Avec le pôle SAFE dans le cadre de la structuration de la filière spatiale en Région Provence Alpes Côte d'Azur

Au-delà des partenariats, SCS favorise l'identification et la mise en relation avec des prestataires pouvant faciliter le développement d'une innovation d'un membre SCS.

Le réseau Optitec est historiquement et structurellement engagé avec le monde de la recherche. Le pôle a été créé dans l'environnement du Laboratoire d'Astrophysique de Marseille autour de la thématique du spatial en région Provence-Alpes Côte d'Azur et y est toujours hébergé.

Cet engagement au côté des laboratoires porté par un cœur de métier technologique a naturellement amené le pôle à collaborer avec les SATT présentes sur son territoire. Optitec a signé une convention de partenariat avec la SATT Sud Est. Cette convention sera rediscutée dans le nouveau cadre commun avec SCS afin de pouvoir prolonger à minima les actions précédemment engagées (volet d'animations communes, volet de sélection de technologies maturées par les SATT et susceptibles d'intéresser les entreprises) avec un modèle économique partagé entre le pôle et les SATT.

Au niveau national, Optitec a engagé des discussions avec la Direction des Entreprises du CNRS pour mettre en place un processus de maturation et de prototypage des technologies issues des différentes filières du CNRS par les PME du réseau Optitec et à destination de grands donneurs d'ordres industriels.

### III. Le Développement du réseau et l'animation de la communauté des membres du pôle, en priorité les startups, les PME et ETI

SCS a structuré le développement de la croissance des TPE/PME/ETI selon les axes suivants :

1. Accompagner l'innovation des PME
2. Accompagner les PME dans leur stratégie et positionnement concurrentiel
3. Accompagner les PME dans leur financement haut et bas de bilan
4. Préparation à adresser les marchés et le développement commercial
5. Accentuer la visibilité et notoriété des TPE/PME/ETI
6. Sensibiliser les PME à la transition écologique aussi bien pour leur fonctionnement quotidien que pour leurs développements de nouveaux produits/Services

En 2024, le focus sera porté sur les levées de fonds, l'accompagnement technologique IA et Cyber, la sensibilisation à la transition écologique et le recrutement.

#### Actions 2024 de SCS :

##### Animation, information, veille et bonnes pratiques :

- ⇒ Événements d'information sur les appels à projets, de conférences sur les opportunités marchés, des tendances technologiques & réglementaires et de mise en réseaux entre industriels membres du pôle
- ⇒ Poursuite des sensibilisations aux enjeux de la Cybersécurité au travers de webinars et ateliers ou Masterclasses dédiées en collaboration avec l'INRIA Academy et d'autres partenaires
- ⇒ Création et diffusion de l'observatoire du Numérique en Région pour des informations qualitatives et quantitatives utiles aux TPEs/PMEs

##### Développement Commercial

- ⇒ Organiser et mettre en œuvre des événements « BtoB meeting » permettant la rencontre entre les acteurs PME et Startups de SCS et des grands groupes pré-sélectionnés par SCS
- ⇒ Poursuite d'un service d'accompagnement commercial pour identifier des opportunités qualifiées dans des grands groupes ou PME en France.
- ⇒ Mise en place de l'offre de service « pilote Grand Groupe » déployée chez Optitec :  
Résolution cas d'usages : processus d'accélération mis en place par Optitec, sur le traitement des cas d'usage industriel ou sécurité à destination des grands donneurs d'ordres dans lequel Optitec fait intervenir une ou plusieurs entreprises de son réseau

##### Investissement et financement

- ⇒ Poursuivre les mises en relation TPE/PME et investisseurs privés
- ⇒ Organisation de sessions d'échange sur les bonnes pratiques de levée de fonds avec les investisseurs en capital et organisation de RDV individuel avec des investisseurs et des startups et PME en levée de fonds
- ⇒ Poursuite du service d'accompagnement à la levée de fonds notamment dans le cadre de l'initiative nationale et inter-pôles de l'AFPC : Label hi France.
- ⇒ Continuer le fléchage des besoins de financement de ses adhérents auprès du dispositif Région Sud Investissement – Capital ou Prêt ainsi que la participation aux comités d'expertise de RSI.
- ⇒ Participation au CA et aux actions du Fonds de Dotation et d'investissement FOREIS.
- ⇒ Participer à l'organisation d'un Forum Investisseurs en 2024 sur l'IA en partenariat avec le cluster IA
- ⇒ Mise en place et promotion d'un service d'accompagnement à la réalisation graphique d'un Pitch (projet ou levée de fonds)
- ⇒ Action d'acculturation et d'accompagnement des PME duales pour renforcer leurs fonds propres en haut de bilan en coordination avec la DGA sur une base de co-investissement

### **Accompagnement technologique**

- ⇒ Poursuite de la promotion et des accompagnements en Security By design avec les partenaires du pôle
- ⇒ Favoriser les partenariats SCS-Grands Groupes en faveur de notre écosystème TPE/PME, en particulier le développement de notre offre « Open-Innovation » ainsi que la mise en œuvre des challenges IA BPI
- ⇒ Industrie du Futur : promotion des offres technologiques de nos adhérents et accompagnement au référencement sur les plateformes européennes (via le réseau européen inter-EDIH), nationales (<https://www.solutionsindustriedufutur.org>) et régionale (<https://www.parcours-sud-industrie.com>)
- ⇒ Accompagnement technologies duales en liaison avec la DGA
  - Identification de technologies duales au sein du pôle
  - Présentation de la technologie au pôle d'innovation défense concerné
  - Démarrage d'un projet collaboratif ou individuel financé par la DGA permettant la montée en maturité de la technologie

### **Valorisation, visibilité, communication**

- ⇒ Continuer à valoriser les produits et services des TPE/PME : trophées, prix, expo des innovations, catalogues des produits et technologies
- ⇒ Continuer et favoriser la pénétration de tous les services du Pôle auprès des adhérents.
- ⇒ Promotion et diffusion des outils mis en œuvre par la région pour l'accompagnement des entreprises.
- ⇒ Promotion des entreprises IA avec la réalisation et la diffusion d'un catalogue des solutions IA en région SUD.
- ⇒ Promotion des entreprises de Cybersécurité avec la mise à jour et la diffusion d'un catalogue des solutions de cybersécurité en région SUD
- ⇒ Remise des trophées SCS 2024 lors de la convention annuelle qui allouera 5 prix à des PME exemplaires dans différents domaines y compris le nouvel axe Photonique & Imagerie

### **Accompagnement à la transition écologique**

- ⇒ Construction et déploiement d'un parcours de sensibilisation des PME à la transition écologique qui comprendra :
  - La réalisation de bilans carbone
  - La participation à des ateliers de sensibilisation et d'information dédiés : l'éco-conception électronique et logicielle, la décarbonation des acteurs du numérique, les exigences environnementales des financeurs (investisseurs et institutionnels), les sociétés à mission, le label API Green Score pour développer des API écoresponsables, recyclage numérique et cybersécurité.
  - Organisation d'un événement dédié à la Transition écologique des acteurs numériques avec retours et partage d'expériences et bonnes pratiques
  - La promotion du Label Numérique Responsable
  - La promotion des dispositifs ADEME (notamment l'AAP Econum) et de la Région
- ⇒ Poursuite du partenariat avec entrepreneurs pour la planète ([www.entrepreneurspourlaplanete.org](http://www.entrepreneurspourlaplanete.org)) pour identifier des mentors/coach au sein de SCS afin d'accompagner les porteurs de projets en faveur de l'environnement
- ⇒ Mise à jour et animation de la page « Transition Ecologique » du site Web SCS (<https://www.pole-scs.org/transition-ecologique/> )
- ⇒ Diffusion d'une newsletter spécifique pour informer les entreprises de SCS des actions et initiatives dans le domaine de la transition écologique.

#### IV. L'international et l'Europe

Pendant la phase 4, SCS a fortement déployé ses actions à l'Europe. Pendant la phase 5, cette dynamique sera poursuivie par la mise en place des projets gagnés les années précédentes et par la réalisation de nouvelles candidatures s'appuyant sur le nouvel ensemble deeptech crée avec Optitec.

Pour cela, nous nous appuyons sur nos forces :

- Un écosystème à forte dimension internationale avec notamment des grands groupes mondiaux tels que ST et Thales
- Un large réseau de partenariats solides en Europe avec plus de 40 clusters Européens ainsi que l'Alliance Silicon Europe et le réseau European Photonics Alliance
- Une équipe de 2 ETP dédiée au projets Européen qui sera élargie à 4 ETP avec le projet Move2Digital

#### Les actions 2024 de SCS :

- ⇒ Continuer la mise en œuvre des partenariats interclusters. Un focus particulier sera mis sur les partenariats avec le réseau européen "Silicon Europe Alliance" ainsi que le réseau European Photonics Alliance et l'Association EPIC.
- ⇒ Dans le cadre de Silicon Europe et de EPIC, participation à des missions internationales notamment pour rencontrer d'autres clusters de l'électronique, microélectronique, photonique et imagerie
- ⇒ Afin de renforcer l'affichage de SCS, de la Région et de ses membres, la participation à des salons internationaux sera poursuivie avec un focus sur nos axes techno & marchés de la phase 5.0. Les salons ciblés sont dans le tableau ci-dessous :

Salon	Intitulé	Thématique	Lieu	Pays	Début	Fin	Nb d'entreprises visées	Stand	Commentaires
Salon	MWC	Télécom/IoT/Data	Barcelone	Espagne	26/02/2024	29/02/2024	8	OUI	Pavillon régional sur pavillon France Business France
Salon	Embedded World	Industriels de l'électronique embarquée	Nuremberg	Allemagne	09/04/2024	11/04/2024	5	OUI	Pavillon régional
Salon	EUROSATORY	Défense/sécurité	Paris	France	17/06/2024	21/06/2024	5	NON	En collaboration avec le cluster PRIMUS
Salon	VISION	Photonique et imagerie	Stuttgart	Allemagne	08/10/2024	10/10/2024	5	OUI	Inscription auprès de Messe Stuttgart
salon	SIANE	Équipement Industriel	Toulouse	France	17/10/2024	19/10/2024	3	NON	Dans le cadre du consortium PAD'OCC
Salon	SidO (2 éditions)	IoT/Industrie 4.0	Lyon et Paris	France	Dates 2024 non connues à ce jour	Dates 2024 non connues à ce jour	20	OUI	Pavillon régional
Salon	Smart City Expo World Congress	Smart City	Barcelone	Espagne	Dates 2024 non connues à ce jour	Dates 2024 non connues à ce jour	5	OUI	Pavillon régional sur pavillon France Business France
Salon	Cloud & Cyber Expo	Cyber & Big Data & IA	Paris	France	Dates 2024 non connues à ce jour	Dates 2024 non connues à ce jour	5	OUI	Pavillon régional
Salon	Photonics West	Photonique	San Fransisco	USA	27/01/2025	31/01/2025	5	OUI	PAVILLON France avec BUSINESS France. Budget à intégrer dans l'année 2024 puisque le salon se déroule en début d'année 2025
salon	LASER	Photonique	Munich	Allemagne	01/06/2025	05/06/2025	5	OUI	PAVILLON France avec BUSINESS France. Ce salon sera inclus dans l'action collective salons 2024/2025

- ⇒ SCS fera aussi la promotion des salons internationaux et opérations internationales organisés par la Région et les collectivités notamment le CES, Vivatech et mobilisera ses membres notamment les startups et les PME

- ⇒ Organisation de missions partenariales avec les clusters pour lesquelles le pôle dispose d'accord de partenariat et recrutement de PME dans ces missions. Les missions internationales ciblées sont dans le tableau ci-dessous :

Mission	Intitulé	Thématique	Lieu	Pays	Début	Fin	Nb d'entreprises visées	Stand	Commentaires
Mission	Mission écosystème digital en Pologne/Thème Smart City	IA/IoT/Electronique	Varsovie	Pologne	Q1 2024	Q1 2024	4	NON	Dans le cadre du projet européen EXCITE, et en partenariat avec le cluster polonais Mazovia ICT
Mission	Mobilité intelligente et durable	Mobilité & véhicule Innovation	Turin	Italie	19/03/2024	20/03/2024	4	NON	Mission d'entreprise Smart & Sustain Mobility, dans le cadre du salon VTM (Vehicle & Transport Innovation Meetings), en partenariat avec EEN/Rising Sud
Mission	EDIH Exchange visits	IA/IoT/Cyber - Industrie 4.0	A définir	A définir	Q4 2024	Q4 2024	5	NON	Mission d'échange entre EDIH

- ⇒ Collaboration avec l'équipe de la *Team France Export Région Sud* afin de promouvoir l'offre de service de la Team France Export Région Sud et participer aux réunions et groupes de travail
- ⇒ Accueil de délégations étrangères en région ainsi que l'appui technique aux réunions avec des entreprises étrangères organisées par Provence Promotion.
- ⇒ Participation et appui aux comités OIR et aux opérations de localisation ou relocalisation d'activités numériques notamment électronique en région. Participation et appui aux montages des actions de prospection 2024 de Rising SUD et de Provence Promotion dans le domaine semiconducteur.
- ⇒ Participer à la mise en œuvre du projet eDIH Move2Digital en collaboration avec le nouveau porteur et les partenaires du projet avec notamment le recrutement des experts techniques IA, IoT et Cyber et la mise en place de l'IoT Center avec l'EMSE.
- ⇒ Déployer les projets EU sélectionnés en 2023. Suivre les projets de cascade funding sélectionnés en 2023 et dédiés aux PME dans le cadre des projets européens SecurIT (sécurité – pilotage du financement par SCS), DREAM (solutions numériques pour l'industrie – pilotage de l'appel et du financement par SCS), Silicon Eurocluster (électronique).
- ⇒ Répondre à une dizaine d'appels à projets notamment de type Innosup ou Cascade Funding en porteur ou en partenaire dans le cadre de la nouvelle programmation Horizon Europe
- ⇒ Soutenir et accompagner nos membres notamment PMES vers les projets et financement Europe.
- ⇒ Participation à la Task force Europe de la Région pour faire remonter de l'information sur les succès, les difficultés rencontrées et les besoins des entreprises du territoire et l'interaction avec le bureau de Bruxelles de la Région pour identifier les appels à projets pertinents et faire émerger des propositions en réponse à ces appels,

## V. Emploi et formation

Le plan d'Actions 2023 en matière Emploi – Formation, s'inscrit dans la continuité de ce qui a été mis en place pendant la phase 4.0.

Les sessions de **formation/sensibilisation aux technologies et usages** lancées sous forme de Webinars seront poursuivies. Elles ont rencontré en effet un fort succès depuis avril 2020. Elles seront doublées de sessions collectives de sensibilisation spécifiques autour de l'IA et de la Sécurité Numérique ainsi que des webinars de formation/sensibilisation aux enjeux de la transition écologique.

Les **cartographies des formations** autour de nos axes technologiques seront mises à jour et une cartographie concernant l'axe Photonique & Imagerie sera réalisée.

Des animations et des actions spécifiques **d'aide au recrutement et aux problématiques RH** seront mises en œuvre pour les PME (voir axe 6).

Le site **web dédié à l'emploi** et la formation sera enrichi et animé. SCS est partenaire de centres de formation continue dans le numérique (École Simplon, la Plateforme etc) et proposera des actions de visibilité de ces centres auprès de ses membres. SCS continuera à promouvoir les formations d'Inria Academy dans le cadre de la convention signée en 2023.

SCS continuera sa forte **implication dans les projets en cours du campus des métiers** (filière électronique) en participant au suivi des projets en cours et en participant au projet CMA France 2030 InnovMicro2 sélectionné en 2023. SCS participe aussi aux comités et actions du campus des métiers du numérique piloté par UCA.

## **Les actions 2024 de SCS :**

### **Formation :**

- ⇒ Sessions de sensibilisation/formation de nos membres par des experts sur les 4 thématiques de notre stratégie dans des GT, réunions marchés et sous forme de Webinars (au moins 2 par mois)
- ⇒ Des actions de sensibilisation/formation pour nos PME sur des sujets business : gestion de la Propriété Intellectuelle, gestion financière, la gestion RH, marketing
- ⇒ Des actions spécifiques de sensibilisation/formation Cybersécurité et autour de la formation en IA en lien avec le 3IA
- ⇒ Promotion de formations flash de type MasterClass sur des thématiques pointues dans le numérique en partenariat avec INRIA Academy ou d'autres partenaires.
- ⇒ Mise à jour du catalogue des formations initiales et continues du numérique proposées par nos membres notamment les universités et centre de recherche
- ⇒ Continuer l'Accompagnement à la mise en œuvre du projet InnovMicro 1 (projet du PIA3 de Filière de formation en Microélectronique & Sécurité Région Sud (formation initiale et continue, alternance) incluant un cursus théorique ainsi qu'une salle blanche et participation au lancement du programme InnovMicro2
- ⇒ Poursuite des actions du projet EcoVEM autour de la formation en Microélectronique et promotion des modules de formation en microélectronique qui auront été développés dans le cadre de ce projet.
- ⇒ Participation aux actions du Campus des Métiers et qualifications Numérique piloté par UCA

### **Recrutement/Emploi :**

- ⇒ Organisation d'un Forum Ecoles et Entreprises pour des RDV B2B et mises en réseau avec des alternants/doctorants/candidats à l'emploi.
- ⇒ Faire des mises en relation ciblées avec les 4 cabinets RH spécialisés partenaires de SCS.
- ⇒ Animation et mise à jour de l'espace recrutement du site SCS et organisation de 1 à 2 webinars dédiés pour sensibiliser les membres aux outils et moyens à leur disposition pour le recrutement (site web, BREA, eDRH CCI, etc...)
- ⇒ Partenariat avec une plateforme RH permettant la diffusion multiple et la gestion des offres d'emploi des entreprises SCS pour augmenter les chances de recrutement
- ⇒ Organisation d'ateliers de bonnes pratiques RH : marque employeur, rédaction d'offres, rédiger un guide d'entretien adapté etc.... Mises en relation ciblées avec les 4 cabinets RH spécialisés partenaires de SCS
- ⇒ Prescription des dispositifs CEDRE, parcours responsable RSE de la région SUD.